

Première partie A: compréhension du texte VRAI / FAUX

Après une lecture attentive du texte 1 ci-dessous, dites si les affirmations suivantes sont VRAIES ou FAUSSES. Cochez d'une croix la bonne case de la grille des réponses, comme dans l'exemple:

	VRAI	FAUX
0		X
1		

Selon le texte:

- 0) Les étudiants et les hommes d'affaires titulaires d'un passeport anglais sont particulièrement bienvenus en France.
- 1) Les transactions commerciales et financières intra-européennes et internationales n'ont pas changé le fait qu'en France le français est la langue véhiculaire de l'enseignement supérieur.
- 2) Mme Geneviève Fioraso veut attirer dans les Universités françaises les étudiants des pays émergents.
- 3) La France devrait suivre l'exemple américain en élargissant l'offre de l'enseignement en langues étrangères dans ses Universités.
- 4) Mme Geneviève Fioraso estime que l'utilisation de la langue française est limitée aux études littéraires.
- 5) Le président Nicolas Sarkozy était un excellent promoteur de la langue et de la littérature française.
- 6) Certains académiciens pensent qu'il faut changer la loi Toubon, votée en 1994.
- 7) La loi Toubon est incompatible avec le multilinguisme institué dans les Organisations internationales.
- 8) L'Hexagone doit combattre l'impérialisme linguistique afin de promouvoir son enseignement supérieur aux pays émergents.
- 9) Les académiciens français ne devraient pas accepter que l'anglais devienne la langue exclusive de la science et de la recherche.
- 10) Les académiciens français devraient s'inspirer des politiques canadiennes et africaines en faveur de la diversité culturelle.

Texte 1

Marché unique, monnaie unique, langue unique ? Les portes et les ponts illustrant les billets européens incarnent déjà la fluidité des échanges entre des commerçants sans ancrage et sans histoire. Faut-il également que les étudiants puissent quitter leur pays sans dictionnaire ? Avec pour seul passeport linguistique un anglais d'aéroport. Utilisable partout, en particulier dans les universités françaises.

Car il paraît que celles-ci restent encore trop « décalées » — comme le reste du pays. Imaginez, on y parle toujours... français ! Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, veut supprimer cet « obstacle du langage ». Il découragerait « les étudiants des pays émergents, la Corée, l'Inde, le Brésil », de venir se former en France.

Vingt-neuf Etats ont pourtant comme langue officielle celle de Molière (cinquante-six celle de Shakespeare). Et le nombre de locuteurs du français ne cesse de croître, en particulier en Afrique. Mais, à en juger par le parcours du combattant qu'elle leur inflige, les étudiants de ce continent ne sont pas ceux que la France veut attirer. Pas assez riches, pas assez susceptibles de payer les (gros) droits d'inscription d'une école de commerce ou d'ingénieurs.

Dans les universités américaines, où la proportion d'étudiants étrangers (3,7 %) demeure très inférieure à celle des établissements français (13 %), nul n'a imaginé combler ce « retard » en enseignant en mandarin ou en portugais. « Si nous n'autorisons pas les cours en anglais, nous nous retrouverons à cinq à discuter de Proust autour d'une table », a néanmoins ironisé Mme Fioraso. M. Nicolas Sarkozy préférerait afficher son dédain envers les humanités en plaignant les étudiants condamnés à lire *La Princesse de Clèves* au lieu de faire du droit ou du business.

Votée en 1994, la loi Toubon dispose que « la langue de l'enseignement, des examens et concours, ainsi que des thèses et mémoires dans les établissements publics et privés d'enseignement est le français ». Hostiles à cette règle « qui date du siècle dernier », une poignée d'universitaires prestigieux prétendent que la défense du multilinguisme (encore vivace, ce siècle-ci, dans la plupart des organisations internationales...) dissuaderait les anglophones de venir étudier à Paris.

Mais l'« attractivité » d'une langue ne se résume pas à la vente de formations aux pays émergents. Elle s'affirme en échangeant avec d'autres, en pensant le monde, y compris celui qui vient. La France, qui s'est battue pour défendre son cinéma et son exception culturelle, peut-elle accepter qu'un jour la recherche et la science s'expriment uniquement dans l'idiome, d'ailleurs souvent maltraité, de la superpuissance ?

« Aujourd'hui, relève le linguiste Claude Hagège, le paradoxe est que l'américanisation, la promotion de l'anglais est prise en charge par d'autres que les Américains. » Mais d'autres que les Français — en particulier en Afrique et au Québec — ont permis au pluralisme linguistique de tenir bon. Leur opiniâtreté mériterait d'inspirer les responsables politiques davantage que le fatalisme totalitaire d'un quarteron d'universitaires.

Première partie B, compréhension du texte: SYNONYMES.

Faites correspondre les 10 mots de la colonne de gauche (mis en évidence dans le texte 1) aux synonymes de la colonne de droite. Inscrivez les lettres dans la bonne case. Le premier est donné en exemple :

0	d
1	

Mots dans le texte	Synonymes
0) échanges	a) poignée
1) ancrage	b) obstination
2) décalées	c) résister
3) découragerait	d) rapports
4) croître	e) implantation
5) néanmoins	f) en outre
6) dédain	g) en retard
7) d'ailleurs	h) grandir
8) tenir bon	i) remotiverait
9) opiniâtreté	j) de plus
10) quarteron	k) cependant
	l) démotiverait
	m) mépris

Deuxième partie: Compréhension et usage de la langue

Un questionnaire à choix multiple portant sur le texte 2 vous est proposé ci-dessous. La première partie (questions 0 à 11) teste votre compréhension, la deuxième partie (questions 12 à 23) concerne l'usage de la langue. Cochez d'une croix la case de la grille qui correspond à la bonne réponse, comme dans l'exemple suivant:

	a	b	c	d
0			X	
1				

Texte 2

Le gouvernement chinois impose à des millions de Tibétains une politique de relogement et de relocalisation de masse qui modifie radicalement leur mode de vie, et sur laquelle ils n'ont pas leur mot à dire, a déclaré Human Rights Watch dans un nouveau rapport publié aujourd'hui.

Depuis 2006, en vertu de plans conçus dans le cadre de la campagne « Construire une nouvelle région rurale socialiste » dans les zones tibétaines, plus de deux millions de Tibétains ont été « relogés » – par le biais d'une ordonnance gouvernementale pour la rénovation ou la construction de nouvelles maisons – dans la Région autonome du Tibet (RAT), tandis que des centaines de milliers de bergers nomades dans la partie orientale du plateau tibétain ont été déplacés ou installés dans de « Nouveaux villages socialistes ».

Le rapport de 115 pages, « They Say We Should Be Grateful: Mass Relhousing and Relocation in Tibetan Areas of China » (« Ils disent que nous devrions être reconnaissants : Relogement et réinstallation de masse

dans les zones tibétaines de la Chine »), documente des violations massives des droits humains, allant de l'absence de consultation au manque de compensation adéquate, qui selon le droit international sont toutes deux nécessaires pour que les expulsions soient légitimes. Le rapport traite également des défauts dans la qualité des maisons fournies, de l'absence de recours concernant les décisions arbitraires, du défaut de rétablissement des moyens de subsistance, ainsi que du mépris des droits à l'autonomie théoriquement garantis par le droit chinois dans les régions tibétaines.

« L'ampleur et la vitesse à laquelle la population rurale tibétaine est remodelée par les politiques de relogement de masse et de réinstallation sont sans précédent dans l'ère post-Mao », a déclaré Sophie Richardson, directrice de la division Chine. Les autorités de la Région autonome du Tibet ont annoncé leur intention de poursuivre le relogement et le déplacement de plus de 900 000 personnes d'ici la fin de 2014. Dans la province du Qinghai, dans la partie orientale du plateau tibétain, les autorités ont déplacé et installé 300 000 bergers nomades depuis le début des années 2000 et elles ont annoncé leur intention de convertir 113 000 autres nomades en habitants sédentaires avant la fin de 2013.

Les craintes initiales chez les Tibétains que la création de « Nouveaux villages socialistes » pourrait être accompagnée par une augmentation de l'ingérence du gouvernement dans leurs communautés se sont avérées bien fondées. En 2011, le gouvernement a annoncé qu'il avait commencé à mettre en œuvre un plan consistant à stationner de nouvelles équipes de cadres officiels et du parti dans chacun des 5400 villages à travers la Région autonome du Tibet (RAT). Ces nouvelles équipes, qui vont « vivre, travailler et manger ensemble » avec les villageois, sont chargées de l'application de politiques qui établissent un système de surveillance politique et violent ouvertement les droits fondamentaux civils, culturels, politiques et religieux des Tibétains. Depuis 2009, 119 Tibétains se sont immolés par le feu pour protester contre les politiques chinoises, déclenchant des politiques gouvernementales encore plus répressives.

Des documents de politiques officiels énoncés en détail dans le rapport montrent que, contrairement aux discours officiels, les ménages tibétains doivent supporter la plus grande part du coût global de la reconstruction de leurs maisons – jusqu'à 75 pour cent. Une étude du gouvernement central affirme que « pour chaque yuan de subventions gouvernementales, les ménages ont dû eux-mêmes contribuer 4,5 yuans. » Les implications financières du respect des ordres du gouvernement de rénover ou de reconstruire des logements expliquent en grande partie pourquoi, lors de leurs entretiens avec Human Rights Watch, les Tibétains ont toujours exprimé des craintes au sujet de leur capacité à assurer leurs moyens de subsistance à l'avenir et à maintenir leur identité culturelle distincte.

« Le gouvernement chinois prétend qu'il apporte des avantages économiques aux Tibétains par la construction de 'Nouveaux villages socialistes' modernes », a déclaré Sophie Richardson. « Et s'il est vrai que certains Tibétains en ont bénéficié, la plupart ont simplement été contraints de troquer des moyens de subsistance maigres mais stables pour les incertitudes d'une économie monétaire au sein de laquelle ils sont souvent les acteurs les plus faibles. »

Le gouvernement chinois a délibérément occulté le plein impact de ses politiques en refusant l'accès à toute enquête indépendante dans les zones tibétaines. Fermé la plupart du temps aux enquêtes portant sur les droits humains, l'accès au plateau tibétain – en particulier à la RAT – est resté extrêmement limité pour les journalistes, les diplomates, les universitaires et même les touristes étrangers depuis les manifestations de mars 2008 et la répression qui a suivi. Pourtant, l'analyse des images satellite en diffusion libre révèle l'ampleur du changement que connaissent certaines communautés tibétaines. Dans plusieurs cas, les images montrent des villages traditionnels entièrement démolis, tandis qu'un « Nouveau village socialiste » pré-planifié constitué de maisons identiques en rangées parallèles est érigé à proximité.

Bien que la principale justification des politiques de relogement et de réinstallation dans les zones tibétaines ait été d'ordre économique, le gouvernement chinois a également précisé que ces politiques font partie intégrante d'objectifs politiques plus larges tels que la lutte contre le sentiment ethno-national ou « séparatiste » parmi les Tibétains, et sont conçues pour renforcer le contrôle politique sur la population rurale tibétaine.

En dépit de leur caractère imposé et des résultats inégaux, le gouvernement central utilise les politiques de relogement et de réinstallation dans les zones tibétaines comme modèle pour réinstaller les communautés de minorités ethniques dans d'autres parties du pays. En juin 2011, le gouvernement central a ordonné à toutes les unités provinciales, notamment le Sichuan, le Qinghai et Gansu ainsi qu'aux régions autonomes, dont la Mongolie-Intérieure, le Xinjiang et le Tibet, d'achever tous les programmes de réinstallation en cours pour des centaines de milliers de bergers nomades d'ici la fin de 2014.

Compréhension :

0) Quelle phrase résume le plus parfaitement le sujet de cet article?

- a) Les Tibétains modifient les habitudes du gouvernement chinois.
- b) De nouvelles habitations modifient les habitudes des Chinois.
- c) Le gouvernement chinois modifie le mode de vie de nombreux Tibétains.
- d) Les Tibétains demandent au gouvernement chinois de modifier leur mode de vie.

- 1) "Construire une nouvelle région rurale socialiste" est
 - a) un slogan du gouvernement chinois.
 - b) un ordre du gouvernement chinois à la Région Autonome du Tibet (RAT).
 - c) Un slogan maoïste.
 - d) Le nom d'un projet du gouvernement chinois.

- 2) "Ils disent que nous devrions être reconnaissants" est
 - a) le commentaire d'un responsable chinois.
 - b) une partie du titre d'un rapport de Human Rights Watch (HRW).
 - c) la remarque d'un journaliste de HRW.
 - d) le titre d'un rapport officiel chinois.

- 3) Qui devrait être reconnaissant et envers qui?
 - a) Les fermiers et les bergers tibétains devraient être reconnaissants envers le gouvernement chinois.
 - b) Les fermiers et les bergers tibétains devraient être reconnaissants envers HRW.
 - c) HRW devrait être reconnaissant envers le gouvernement chinois.
 - d) Le gouvernement chinois devrait être reconnaissant envers HRW.

- 4) Comment les lois internationales protègent-elles les droits des populations contraintes, par leur gouvernement, à quitter les terres où elles vivent?
 - a) L'autonomie tibétaine doit être respectée.
 - b) Les nouveaux logements doivent être de bonne qualité.
 - c) des indemnisations doivent être payées.
 - d) les activités économiques traditionnelles doivent être maintenues.

- 5) Selon Sophie Richardson, que peut-on remarquer à propos des nouveaux villages socialistes au Tibet?
 - a) Le nombre de personnes concernées.
 - b) Le style des constructions.
 - c) La lenteur du processus.
 - d) Le projet est sans précédent dans l'histoire de la Chine.

- 6) Le projet pour les nouveaux villages socialistes au Tibet
 - a) est très populaire chez les Tibétains.
 - b) est conçu et réalisé par les Tibétains.
 - c) se conclura en 2013.
 - d) a déjà transformé la vie de 300.000 nomades.

- 7) Parmi les phrases suivantes laquelle n'est pas VRAIE selon HRW?
 - a) Le relogement ou la réinstallation des tibétains est obligatoire.
 - b) 300.000 nomades de la province de Qinghai sont devenus des habitants sédentaires.
 - c) Les fermiers comme les bergers reçoivent de nouvelles habitations.
 - d) Tous les tibétains n'apprécient pas leurs nouvelles maisons.

- 8) Laquelle de ces implications économiques n'est pas citée?
 - a) Les Tibétains doivent contribuer au coût de leurs nouvelles maisons.
 - b) Le gouvernement chinois a aidé les Tibétains à se préparer à la vie de l'économie monétaire.
 - c) De nombreux Tibétains relogés ont perdu leurs activités économiques traditionnelles.
 - d) L'économie monétaire des nouveaux villages socialistes offrent une maigre sécurité.

- 9) Que font les "équipes de responsables officiels et les cadres du parti" envoyés dans la RAT selon HRW?
 - a) Ils préparent à manger pour les Tibétains.
 - b) Ils brûlent les maisons traditionnelles tibétaines.
 - c) Ils contrôlent la population locale.
 - d) Ils garantissent le respect des droits de l'homme.

- 10) Pour la communauté internationale, quelle a été la source d'information la plus fiable pour évaluer l'échelle du projet de villages socialistes?
 - a) des missions d'enquêtes indépendantes.
 - b) des images satellite de la Chine.
 - c) des journalistes étrangers.
 - d) des universitaires de passage.

- 11) Selon le rapport de HRW, le projet des villages socialistes
 - a) est unique au Tibet.
 - b) tente de préserver la culture et les traditions tibétaines.
 - c) est un modèle pour des projets semblables dans d'autres parties de la Chine.
 - d) fait partie du projet pour donner plus d'autonomie au Tibet.

Usage de la langue:

12) Le gouvernement chinois

- a) a développé le projet sur 7 ans. b) a développé le projet à partir de 7 ans.
c) a développé le projet depuis 7 ans. d) a développé le projet pendant 7 ans.

13) Les gens se demandent:

- a) "Pourquoi est-ce que nous devrions être reconnaissants?"
b) "Pourquoi étions-nous devoir reconnaissants?"
c) "Pourquoi nous devrions être reconnaissants?" d) "Pourquoi devrions-nous être reconnaissants?"

14) Pour que les expulsions soient légitimes, le droit international demande..... la consultation des populations et une compensation adéquate.

- a) Ø b) aussi c) tant d) jamais

15) Les autorités n'ont respecté..... les diversités culturelles.

- a) les droits comme b) les droits sans c) ni les droits ni d) pas les droits ni

16) D'ici la fin 2013, 413,000 nomades sédentarisés.

- a) il y a b) il y aura c) il y a eu d) il y aura été

17) Les autorités ont continué à délocaliser protestations des tibétains.

- a) malgré les b) à cause des c) selon les d) grâce aux

18) HRW a demandé aux populations locales les nouveaux villages.

- a) s'ils ont aimé b) s'ils aiment c) s'ils aimeraient d) s'ils aimeront

19) Tibétains se sont immolés par le feu pour protester contre les politiques chinoises, des politiques gouvernementales encore plus répressives.

- a) ceux qui a déclenché b) se qui a déclenché c) ce qui a déclenché d) ceux qui ont déclenché

20) Pour les nomades, la sécurité économique à long terme les bénéfices à court terme.

- a) est autant importante que b) est aussi importante que
c) est moins importante que d) est plus importante que

21) La part de contribution que doivent supporter certains tibétains pour la reconstruction de leur maison atteint parfois du coût global.

- a) le 75% b) 75% c) les 75% d) au 75%

22) Le rapport dénonce la mauvaise qualité des maisons ont été

- a) qui....construites. b) qu'....construites. c) qui....construit. d) qu'....construit.

23) le projet sera terminé, le gouvernement aura un contrôle total sur la population rurale tibétaine.

- a) Si b) Dès que c) Pour que d) Lors

Lisez le texte en italien ci-dessous, en faisant particulièrement attention aux passages mis en évidence et numérotés de 1) à 7). Pour chacun d'entre eux choisissez la bonne traduction en français parmi les quatre solutions a), b), c), d) proposées. Ecrivez vos réponses dans la grille qui suit

L'ALLARGAMENTO DELL'UE

(1) La politica di allargamento dell'UE si è rivelata ancora una volta lo strumento più efficace per trasformare le società, diffondere la stabilità e rafforzare la democrazia nei (2) paesi in via di adesione. L'ingresso della Croazia rappresenta un passo in avanti verso il raggiungimento dello storico obiettivo dell'integrazione dei paesi dei Balcani occidentali nell'UE.

Si tratta infatti del secondo paese dell'ex Jugoslavia ad aderire all'Unione, dopo la Slovenia (2004). La scelta dei cittadini croati di entrare a far parte dell'UE è prova del loro desiderio di forgiare un continente unito e pacifico, caratterizzato da (3) un tenore di vita elevato e dal rispetto dei diritti umani.

Il sostegno pubblico è un ingrediente essenziale al successo della politica di allargamento. Pertanto, è fondamentale garantire la credibilità del processo di adesione definendo criteri obiettivi e coerenti. Per questo, la strategia di allargamento della Commissione si concentra su tre priorità: lo Stato di diritto e la lotta alla corruzione; la cooperazione regionale e la riconciliazione; (4) la stabilità finanziaria e lo sviluppo economico.

L'adesione della Croazia rafforzerà l'Europa (5) in vista delle sfide globali che l'attendono. La crisi economica ha posto nuovamente l'accento sull'interdipendenza delle economie nazionali e sull'importanza della solidarietà transfrontaliera. L'allargamento è positivo per gli Stati membri già esistenti (6) non solo perché rende l'UE un attore con sempre maggior peso sulla scena mondiale, ma anche perché riduce le minacce di instabilità alle sue frontiere.

Anche in questo momento difficile per gran parte dell'UE, la politica di allargamento continua a contribuire alla pace, alla sicurezza e alla (7) prosperità a lungo termine in tutto il continente.

- | | |
|---|--|
| 1) a) L'élargissement politique de l'UE | b) La politique d'élargissement de l'UE |
| c) La politique d'extension de l'UE | d) Le processus d'élargissement de l'UE |
| 2) a) les pays en vue d'adhésion | b) les candidats des pays adhérents |
| c) l'adhésion des pays candidats | d) les pays candidats à l'adhésion |
| 3) a) un niveau de vie élevée | b) un niveau de vie élevé |
| c) un niveau des vies élevées | d) un niveau de vie élevé |
| 4) a) la stabilité financière et le développement économique | b) l'équilibre financier et le développement économique |
| c) la stabilité financière et le progrès économique | d) la stabilité financier et le développement économique |
| 5) a) à l'heure où celle-ci est confrontée à des défis majeurs | |
| b) à l'heure où celui-ci est confronté à des défis majeurs | |
| c) à l'heure où celles-ci sont confrontées à des défis majeurs | |
| d) à l'heure où ceux-ci sont confrontés à des défis majeurs | |
| 6) a) non seulement parce qu'il contribue à faire de l'UE un acteur puissant dans le monde | |
| b) non seulement parce qu'il contribue à faire de l'UE un acteur mondial | |
| c) non seulement parce qu'il contribue à faire de l'UE un acteur plus important dans le monde | |
| d) non seulement parce qu'il contribue à faire de l'UE l'acteur le plus important dans le monde | |
| 7) a) prospérité future | b) prospérité à long terme |
| c) avenir prospère | d) prospérité durable |

Quatrième partie : usage de la langue

Dans le texte ci-dessous, il y a 11 espaces vides (0-10). Choisissez l'UNE des solutions de a) à l) proposées pour remplir chaque blanc, et cochez vos réponses dans la grille correspondante (la première solution est donnée comme exemple) :

0	j
1	

Chaque solution ne peut être utilisée qu'une seule fois. Attention: il y a un intrus dans la liste des mots.

Les premiers étudiants Erasmus — un peu ... **(0)**... 3 000 jeunes ... **(1)** ... de 11 pays — sont partis étudier à l'étranger en 1987. Aujourd'hui, plus de 250 000 étudiants bénéficient chaque année de ce programme d'échange extrêmement populaire, qui couvre tous les pays de l'UE, ... **(2)** ... la Suisse, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Turquie.

Erasmus est ouvert aux étudiants et aux enseignants. La ... **(3)** ... des participants déclarent avoir vécu une expérience enrichissante à la fois sur le plan personnel et sur le plan professionnel. ... **(4)** ... les personnalités ... **(5)** ... pris part au programme figurent Mme Cecilia Malmström, commissaire européenne chargée des affaires intérieures, M. Jyrki Katainen, Premier ministre finlandais, Mme Helle Thorning-Schmidt, Première ministre danoise, et M. Jakub Chrenowicz, premier chef d'orchestre de l'opéra et de la philharmonie de Podlachie en Pologne.

... **(6)** ... institutionnel, le programme Erasmus finance également des projets communs, des écoles d'été et des réseaux. Parallèlement à la mobilité du personnel enseignant, ces éléments contribuent à améliorer la qualité de l'enseignement actuel et à ouvrir les universités et les écoles supérieures à la coopération avec le monde.

Le nouveau programme de l'UE pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport, ... **(7)** ... le lancement est prévu pour janvier 2014, s'appuiera sur l'héritage d'Erasmus en offrant à 4 millions de personnes (âgées de moins de 25 ans pour la plupart) la possibilité d'étudier, de se former, d'enseigner ou de travailler bénévolement à l'étranger ... **(8)** ... 2020. L'expérience internationale et les compétences acquises ... **(9)** ... les participants améliorent leur capacité d'insertion professionnelle et leurs perspectives de carrière. Le nouveau programme devrait être doté d'un budget ... **(10)** ... 14,5 milliards d'euros pour la période 2014-2020 — une augmentation de 40 % par rapport aux programmes actuels.

a) d'environ b) ainsi que c) dont d) parmi e) par f) d'ici

g) plupart h) provenant i) ayant j) **plus de** k) au niveau l) entre